

Dettes et extractivisme : Comment repenser un tiers-mondisme pour le XXI^e siècle ?

Propos recueillis par Paul Ariès

Entretien avec Nicolas Sersiron, président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde- France (CADTM) La question de la dette et de l'extractivisme peut être une belle occasion de repenser un tiers-mondisme adapté au 21^e siècle. Les Objecteurs de croissance doivent être au cœur de la réflexion et du combat pour un autre partage des richesses au niveau mondial.

Entretien avec Nicolas Sersiron à l'occasion de la publication de son livre « Dette et extractivisme, la résistible ascension d'un duo destructeur » (Editions Utopia).

Les Zindigné(e)s : Tu seras l'un des intervenants au IV^e Forum national de la désobéissance le samedi 28 février à Fontaine (Isère). Peux-tu déjà faire pour les lecteurs des Zindigné(e)s un bilan de l'extractivisme avant et après les années 1980 ?

Nicolas Sersiron : La dynamique de reconstruction des pays nouvellement indépendants a été violemment stoppée, vingt ans après les indépendances africaines, par les plans d'ajustement structurel, dit PAS. Que ces pays soient sortis de la colonisation juste après la seconde guerre mondiale, plus tard ou au contraire un siècle plus tôt (Amérique du Sud), ils subiront de plein fouet les PAS, imposés à travers des prêts de secours accordés par le FMI et la Banque mondiale au moment de la grande crise de la dette, débutée en 82 au Mexique. Cette dernière est la conséquence de la décision étatsunienne (1979) de rehausse, du prime rate (taux de la FED, banque fédérale) sur lequel les emprunts auprès des banques privées des pays en développement, les PED, étaient indexés. Cette crise leur fera perdre une très grande part de leur indépendance, pourtant chèrement acquise. Ils seront en effet contraints de faire rembourser par le travail



de leurs peuples, en particulier à travers la très injuste TVA, des intérêts de dettes multipliés par 3 et très majoritairement illégitimes. Car en plus de la non prise en compte, dans ce cas, de l'excuse de force majeure et/ou de l'état de nécessité des populations, nombre d'emprunts n'ont pas été investis dans l'économie, car détournés par une bourgeoisie corrompue par les prêteurs du Nord. Or ce sont les peuples, victimes de ces escroqueries, n'ayant pas profité des emprunts, qui paieront. De plus, au nom des PAS et en conformité avec l'ultralibéralisme imposé au monde par le couple Thatcher-Reagan, un libre-échange injuste leur sera imposé par le FMI mettant en concurrence déloyale les petits paysans du Sud avec les productions subventionnées du Nord. En inondant leurs marchés alimentaires locaux, elles détruiront une importante part des agricultures familiales approvisionnant villes et campagnes. Pour couronner l'ensemble, les privatisations de leurs grandes entreprises publiques et la liberté des mouvements de capitaux, pas celle des hommes, seront des conditions incontournables pour l'obtention des nouveaux prêts de la Banque mondiale comme du FMI.

N'ayant pas eu les moyens financiers, ni les aides de la Banque mondiale pour développer des industries de transformation, pourvoyeuses d'emplois et de valeurs

ajoutées, les PED seront contraints, pour rembourser les prêts illégitimes, d'exporter leurs richesses naturelles à l'état brut. Les mines, les puits de pétrole et les forêts seront exploitées par des multinationales, à travers des contrats léonins, des vols par les prix de transfert ainsi que d'autres escroqueries sur les quantités. Résultat, ces pays ne percevront de leurs richesses que de minuscules miettes mais subiront de plein fouet les externalités négatives des pillages : dévastation ou/et pertes des territoires, déforestation, pollutions diverses, réchauffement, etc.

Quant aux paysans, ils se verront imposer la production de denrées exportables (sucre, café, thé, poissons, coton, bois, etc.) au détriment des productions vivrières. Ainsi grâce à des stratégies de contrainte et d'asservissement mises en place par le trio FMI-BM-pays industrialisés, les pillages de l'époque coloniale se maintiendront malgré les indépendances formelles. La barbarie des armées étrangères d'occupation aura été remplacée par la férocité d'une finance dévoyée imposant le remboursement de dettes illégitimes, illégales voire odieuses. Que ce soit par l'assassinat des décideurs démocrates remplacés par des dictateurs corruptibles aussitôt corrompus, ou par toutes sortes de coup bas et de manipulations organisés par les services secrets du Nord ou/et leurs armées. Ainsi, depuis les années

80 jusqu'à aujourd'hui, l'extension de l'extractivisme - ce pillage des ressources naturelles, humaines et financières à la base de la croissance de la sphère marchande, des profits capitalistes, du conso-gaspillage et du réchauffement climatique - sera considérable. L'appauvrissement des pays et des populations du Sud en sera la conséquence. Ebola est une maladie de la pauvreté. Le pillage des ressources et le remboursement des dettes illégitimes ont détruit toute possibilité de créer de vrais services publics : santé, éducation, infrastructures, etc.

Les Zindigné(e)s : Tu parles de coup d'Etat de la Banque mondiale au moment des indépendances, dans les années 60. Peux-tu développer ?

Nicolas Sersiron : En imposant le remboursement de dettes odieuses aux pays nouvellement indépendants, la Banque mondiale, créée en 1944 - sous le nom de BIRD - banque internationale pour la reconstruction et le développement, montrera qu'elle est avant tout un outil de conquête internationale au service du capitalisme. Dominée par les occidentaux, elle les aidera fortement à accaparer les matières premières végétales et minières sans les payer. Sans le vol de ces dernières, la société de consommation, responsable de tant d'injustices et de destructions, aurait eu beaucoup de difficultés à se déployer. Le monde en serait bien différent et le capitalisme aujourd'hui moins triomphant, voire disparu.

La dette odieuse est celle qui correspond à un emprunt contracté sans l'accord de la population du pays, ne lui ayant pas profité, alors que le prêteur connaissait cette absence de consentement et ce détournement des fonds. La doctrine et la jurisprudence internationale requiert du régime suivant qu'il ne rembourse pas cette dette. Ainsi les dettes d'un régime dictatorial, par exemple celles de Ben Ali en Tunisie, sont odieuses. Cette jurisprudence, mainte fois confirmée depuis, est apparue à Cuba en 1898. Suite à la défaite des Espagnols, les Etats-Unis ont refusé le remboursement des prêts fait par l'Espagne à ce pays colonisé par elle, au nom de leur caractère odieux. Les emprunts faits par les pays colonisateurs auprès de la Banque mondiale pour construire des infrastructures leur permettant de piller plus facilement les richesses naturelles d'un pays colonisé, sont des dettes odieuses

pour celui qui en hérite. Imposer ces remboursements aux nouveaux pays relève du coup d'état et non de la saine gestion des finances ou de la « bonne gouvernance » en novlangue Banque mondiale. Thomas Sankara, président du Burkina Faso, a été assassiné en 1987- par Blaise Compaoré, ce grand ami de la France qui l'a maintenu au pouvoir 27 ans, enfin déchu par le peuple - parce qu'il avait proclamé publiquement qu'il ne pouvait-pourrait pas rembourser la dette de son pays.

Les Zindigné(e)s : On dit beaucoup que la BM et le FMI auraient changé de politique à l'égard du Sud. Qu'en pensez-tu ?

Nicolas Sersiron : « Ajustement structurel ? C'était avant mon mandat et je n'ai aucune idée de ce que c'est ! » explique benoîtement Christine Lagarde, présidente du FMI en avril 2014.1 Pur mensonge, le FMI a débloqué le 7 juin 2013, un prêt de 1,7 milliard de dollars au gouvernement Tunisien avec des conditionnalités très dures, typées PAS. Il oblige, entre autres, ce pays à rembourser les prêts odieux de la période Ben Ali. Le pays reste corseté par l'injustice financière internationale. Le mal développement si propice aux intérêts des pays industrialisés et de leurs multinationales extractivistes est maintenu : bas salaires pour mieux appâter les investisseurs étrangers, exportation des ressources naturelles pour rembourser la dette publique illégitime.

A travers la Troïka, le Fonds continue d'imposer au Portugal et à la Grèce des politiques d'austérité dramatiques pour les peuples au nom du remboursement de la dette. Elles sont pourtant contre-productives. La dette de la Grèce, de 130% en 2010 est passée à 175% en 2014 et pourrait atteindre 200% prochainement. La privatisation des communs - plages, îles, ports, mines, forêts, services publiques... - sont exigées. Ces dépossessions ne pourront qu'appauvrir plus le peuple Grec victime des escroqueries des banques internationales et de la corruption de leurs gouvernants. Les cris de victoire du gouvernement Samaras sur le redressement du pays ne sont certainement pas partagés par une population en grande souffrance.

Quant au changement de politique de la Banque mondiale, en sachant qu'elle continue de financer les énergies fossiles ou en regardant son implication dans l'agriculture des PED, nous voyons qu'il

n'existe pas. Alors que 60 % de la population du globe est constitué de paysans, elle continue à participer au renforcement de la spoliation des terres et des désastres environnementaux en cours. Que ce soit à travers ses aides aux accaparements de terres par des investisseurs étrangers en parlant de « gagnant-gagnant » au détriment des ruraux qui, en plus de perdre leurs moyens de vie, perdent leur histoire et leurs traditions pour finir dans les bidonvilles.

Ou que ce soit à travers la promotion de la climate-smart agriculture au Sud (l'agriculture intelligente face au climat) qui serait, selon elle, résiliente au changement climatique alors qu'elle n'est autre que l'amplification de l'agro-extractivisme. Lequel est responsable depuis 50 ans de 30 à 40 % du stock de GES, de la majorité des pertes de biodiversité, de la déforestation accélérée, d'une grande part de la pollution des eaux et de l'air, de la perte de territoire pour les peuples indigènes. Paradoxalement, cette agriculture porte en plus une grande responsabilité dans la faim.

Les Zindigné(e)s : La colonisation a-t-elle vraiment été une aggravation du pillage après le commerce triangulaire et l'esclavage ?

Nicolas Sersiron : Est-ce un hasard si la plus grande vague de conquêtes coloniales de tous les temps s'est produite au moment de la révolution industrielle occidentale au milieu du 19ème ? Conquêtes de l'Ouest en Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Afrique correspondent à un besoin de matières premières indispensables aux profits des capitalistes et au grand bouleversement de la révolution industrielle du 19ème. Événement qui n'aurait pu avoir lieu sans cette colonisation globalisée. L'Amérique du Nord aurait-elle pu dominer le monde sans l'extermination des 50 millions d'indiens et le vol des richesses naturelles de leur territoire par les immigrants venus d'Europe ? Comment faire rouler les premières automobiles et les vélos sans le latex volé au Congo Belge ou transporter l'électricité et le télégramme sans le cuivre volé au Katanga ? Comment créer une nouvelle alimentation sans l'huile d'arachide du Sénégal désertifiant les terres, comment créer une industrie textile anglaise conquérante sans voler le coton indien et les savoir-faire de leurs

suite page 12

tisserands ? Comment faire la première bombe atomique sans l'uranium volé au Congo Belge ? Comment décorer les luxueux appartements haussmanniens de Paris sans dévaster les bois précieux des forêts tropicales ? N'oublions pas que les « trente glorieuses » françaises de l'après guerre sont les trente odieuses de l'Afrique.

Les Zindigné(e)s : Pourquoi parler d'extractivisme au Nord puisque les économies deviennent principalement tertiaires ?

Nicolas Sersiron : Gaz, pétrole, charbon, minerais de fer ont quasiment disparu d'Europe, sauf dans quelques pays. Pourtant, utiliser dans un sens large, celui d'un pillage généralisé allant des ressources naturelles aux ressources financières en passant par les ressources humaines permet d'englober dans l'extractivisme toutes les dépossessions. Ainsi, les ponctions faites sur la plus-value produite par le travail des ouvriers et employés, à travers les remboursements des dettes illégitimes peuvent-être vues comme un pillage financier effectué par les détenteurs de capitaux : extraction-pillage dans les poches de la population. Chaque année en France un peu plus de 45 Md euros vont aux banques privées au titre du paiement des intérêts de la dette publique. Ainsi, 30 millions de français actifs, chômeurs compris, reversent à travers impôts et TVA, chacun plus de 1 500 euros par an aux détenteurs-de-capitaux-rentiers de la dette publique.

Les Zindigné(e)s: Tu dis que la croissance de la dette publique est une volonté politique...

Nicolas Sersiron : Avant même que les idées ultralibérales d'Hayek et Friedmann, cornaquées par Thatcher et Reagan, n'envahissent l'Europe, le gouvernement Pompidou-Giscard a contraint dès 1973, l'Etat à ne plus emprunter à la banque de France mais aux banques privées. En 1992, le traité de Maastricht gravera l'interdiction du financement des Etats de l'Union par la BCE. Les gouvernements considérant que pour assurer la croissance, il était indispensable d'emprunter, le stock de la dette ne pouvait que gonfler au fil de déficits budgétaires quasi ininterrompus. Depuis 30 ans, plutôt que de rechercher l'équilibre entre recettes et dépenses, ils n'ont cessé de diminuer les prélèvements des plus riches et des entreprises tout en

laissant ces derniers cachés leurs profits dans les paradis fiscaux : la faute au libre-échange ! Mais qui donc a imposé le moins disant social et écologique planétaire qui en a résulté ? Ceux qui ont pu multiplier leurs profits grâce à lui ? Après la crise déclenchée en 2007-08 par la révélation du scandale des subprimes et des escroqueries de la finance « banksterisée », la dette française a bondi en 7 ans de 1 200 à plus de 2 000 Md euros. Le sauvetage des banques autorisé par la commission européenne, à coûté 5 000 Md euros pour l'Europe, selon le syndicat Sud de BPCE2. Ainsi, la socialisation des dettes privées et la baisse des recettes fiscales, due à la récession économique engendrée par cette crise bancaire, sont les principales causes de cette augmentation fulgurante. Si les intérêts annuels versés par les contribuables aux mêmes banquiers ont presque doublé en 7 ans, il n'en a pas été de même pour le niveau de vie de la population.

Les Zindigné(e)s : tu reprends le chiffre de 59 % de la dette française illégitime...

Nicolas Sersiron : En effet, le rapport du collectif pour un audit citoyen de la dette, le CAC, rajoute que les intérêts imposés par les banques privées étant plus élevé que le taux de croissance de l'économie, provoque ce que l'on nomme un effet boule de neige. Le stock de la dette croit alors mécaniquement. Ainsi le CAC pointe que « *l'impact combiné de l'effet boule de neige et des cadeaux fiscaux sur la dette publique est majeur : 53% du PIB (soit 1 077 Md euros).* » Il note que si l'Etat, avait emprunté aux ménages ou aux banques avec un taux de 2% « *la dette publique serait inférieur de 29 points de PIB* ». Bien que légales car votées par le parlement ces mesures sont-elles pour autant légitimes ? Est-il acceptable que les citoyens paient par l'austérité - privatisation-réduction des services publics et augmentation de leurs impôts - les intérêts d'une dette devenue obèse, alors qu'ils n'en sont aucunement responsables. Depuis 20 ans les dépenses de l'Etat en pourcentage du PIB on diminué de 2 points contrairement à la fameuse fable d'un peuple traité de cigales par son gouvernement. N'avoue-t-il pas, avec ce mensonge, qu'il est au service de la finance plutôt qu'à celui des citoyens ?

Les Zindigné(e)s: Tu dénonces l'existence de quatre dettes différentes. Peux-tu nous éclairer ?

Nicolas Sersiron : Tu veux parler de cet ensemble de dettes non financières, nommé « dette écologique ». Elle est le miroir inversé du capitalisme : la somme des externalités négatives accumulées au fil des siècles par ces pillages. Elle n'a jamais été compensée ni réparée et continue de grossir. En posant que l'extractivisme est non seulement le pillage des ressources naturelles mais aussi celui des ressources humaines, on peut affirmer que l'esclavage durant les 3-4 siècles du commerce triangulaire et le travail forcé de la période coloniale ont créé une dette historique. Sinon comment comprendre que l'Europe soit mille fois plus riche que l'Afrique subsaharienne aujourd'hui alors qu'avant la colonisation le niveau de vie d'un paysan ardéchois ou sénégalais était très proche. La seconde, la dette sociale est celle subie par les peuples ayant perdu leur territoire et leurs moyens de vie du fait des accaparements de terres et des dépossessions de leurs richesses naturelles, minières, fossiles et végétales au profit de bourgeoisies locales corrompues mais surtout des riches pays du Nord, surtout de leurs multinationales. Les immenses bidonvilles du Sud comme la persistance des maladies infectieuses, la pauvreté et la faim n'en sont-ils pas les preuves accablantes ? La troisième est la dette environnementale accumulée par les désastres naturels et la disparition définitive des ressources dus aux pillages. La dernière est la dette climatique. Les pays les moins avancés, les PMA, n'ont qu'une responsabilité insignifiante voire nulle dans le réchauffement mais ils sont les premiers à en subir les conséquences et n'ont pas les moyens financiers ni techniques d'y faire face. Je n'oublie pas les générations futures qui devront gérer cette pollution sans jamais pouvoir jouir des richesses pillées. Les pays du nord et tous les détenteurs de capitaux ont donc une lourde dette écologique, pourtant non seulement ils ne réparent ni ne compensent mais osent contraindre les peuples du Sud à rembourser les dettes financières illégitimes.

Les Zindigné(e)s : Pourquoi dis-tu que le financement de l'agriculture productiviste est avec le système dette une cause majeure de la faim dans le monde?

Nicolas Sersiron : Il me semble plus explicite de parler d'agro-extractivisme. Sans le pillage des phosphates, potasse, pétrole et gaz, sans l'utilisation des engrais

et des pesticides et la consommation-pollution de 70 % de l'eau douce, ce système de production ne pourrait exister. Or cette agriculture des pays de la Triade, très fortement subventionnée, en surproduction permanente, exporte ses excédents. Nourrissent-ils au Sud les populations affamées ou en manque de nutriments et calories ? Celles qui peuvent les payer, oui, avec en prime pesticides et mauvaise qualité nutritionnelle ? Pour les autres, c'est non. Les émeutes de la faim en 2008, quand les prix, suite à une spéculation effrénée, ont violemment augmenté, nous rappelle que ce système n'assure pas la sécurité alimentaire des villes. Le blé importé dans les PED en étant toujours moins cher que le mil produit localement met en faillite les producteurs, comme le poulet congelé importé, les éleveurs. Ainsi l'agriculture vivrière, déjà soumise à l'obligation de faire des cultures de rente pour le remboursement des dettes, est encore affaiblie par cette concurrence déloyale. A cela il faut rajouter les accaparements de terres pour produire des agrocarburants ou des aliments exportés qui dépossèdent les paysans particulièrement en Afrique et en Amérique du Sud. Ces terres, préservées par des générations de paysans, seront alors soumises par le système agro-industriel à une intense défertilisation. Et pire, beaucoup d'eau sera prélevée et polluée par les fertilisants et les pesticides. Une surface équivalente à cinq ou six France agricole (150 à 200 millions d'ha) aurait

été accaparée ces dernières décennies. Les habitants de ces territoires, perdent alors leur autosuffisance pour aller grossir les bidonvilles à la recherche de nourriture et travail. Aujourd'hui, 1/3 de la population mondiale ne mange pas suffisamment pour avoir une vie active selon la FAO. L'agriculture productiviste en excluant des paysans de la terre fait diminuer les surfaces de l'agriculture vivrière. Elle qui nourrit pourtant encore 70% de la population mondiale, sans détruire la fertilité ni réchauffer la planète. L'agronome Jacques Caplat explique qu'une véritable agriculture biologique, ne nécessitant pas l'importation d'intrants, a de bien meilleurs rendements dans les pays du Sud que l'agriculture productivo-chimique. La promotion de cette dernière - avec OGM et pesticides - par la Banque mondiale ou/et la fondation Bill et Melinda Gates n'est-elle pas criminelle ?

Les Zindigné(e)s : Pourquoi dis tu que l'APD est un moyen de l'extractivisme ? Par quoi faudrait-il la remplacer ? Le chacun pour soi et chez soi ?

Nicolas Sersiron : Moins de 10 % de l'aide publique au développement mondiale (140 Md euros/an) participe à des projets favorisant directement les populations. Par exemple, les annulations de dettes illégitimes sont comptabilisées comme APD. Comparé aux 400 Md\$ envoyés par les migrants à leurs familles - moins les très injustes prélèvements des banques pour les

transferts - les 10 % de l'APD, soit 14 Md euros, ne sont qu'une goutte d'eau. De plus elle se fait très majoritairement sous forme de prêts, à des taux légèrement inférieurs au marché, rarement des dons. Quand cette « aide » diminue, ce sont les grandes ONG, les agences de coopération et les bourgeoisies dirigeantes des PED souvent corrompues que l'on entend crier au secours, pas les populations. L'aide participe plus d'une diplomatie des matières premières ou/et d'une aide à la conquête des marchés que d'une volonté de rétablir la justice entre les peuples. Comme le dit Hampâté Ba, la main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne.

Plutôt que cette aide frelatée, l'annulation sans conditions des dettes illégitimes, et des contrats léonins sur les matières premières, l'arrêt de la destruction de la nature et des forêts changeraient beaucoup de choses. Des transferts techniques et financiers des pays industrialisés vers les PED visant d'une part à la transformation des matières premières sur place et au développement de la souveraineté alimentaire et d'autre part à la promotion d'une véritable agroécologie, améliorerait la vie de milliards de personnes. La fin de la corruption venue du Nord et l'interdiction des paradis fiscaux permettraient de reconstruire une vraie et belle justice. Comment l'Europe qui a tellement écrasé tous ces peuples, peut-elle continuer à les faire souffrir encore ? Utopie, utopie direz-vous ! Mais n'est-ce pas à nous qui avons tant profité, certes inégalement, de rétablir les équilibres en s'engageant vers une société post-extractiviste et post-consumériste ? Ce n'est pas la « croissance verte », ce nouvel oxymore, qui stoppera le réchauffement et les désastres environnementaux en cours. C'est en restituant la priorité à d'autres valeurs que richesse, compétitivité, croissance, individualisme... comme celles de simplicité volontaire, coopération, collectif, solidarité, échange, gratuité, ralentissement, décroissance des inégalités et du matériel versus croissance du bonheur d'être en-vie. Seul un changement de notre imaginaire nous permettra de dévier la course folle actuelle, et ainsi, d'aller vers la vie bonne, sauver et reconstruire ce qui peut l'être de la nature, préserver les êtres vivants, nos enfants et petits-enfants. Nous devons rétablir la primauté du donner-recevoir-rendre qui a permis de créer les sociétés humaines. Le prendre sans rendre extractiviste doit cesser si nous ne voulons pas que la barbarie se globalise au rythme

